

La grogne monte contre la vie chère au Burundi

RFI, 06 mars 2012 Hausse des prix de l'eau et de l'électricité au Burundi : les syndicats menacent d'engager des actions Au Burundi, pays classé parmi les plus pauvres du monde, le prix de l'eau et de l'électricité vient d'augmenter de 50% depuis le 1er mars; des hausses qui se succèdent depuis six mois. Du coup, les deux principales centrales syndicales et deux ONG locales ont écrit, discrètement, une lettre au gouvernement pour exiger, notamment, qu'il revienne sur sa décision. La lettre a été rendue publique ce lundi 5 mars.

Ces hausses sont « inadmissibles », pour les principaux syndicats et organisations de la société civile burundaise d'autant, expliquent-ils, que cette nouvelle flambée du prix de l'eau et de l'électricité ne pouvait pas tomber au moment et d'annoncer : les prix des produits de première nécessité ont grimpé, les plus hautes autorités du Burundi continuent de ne pas payer des impôts sur les rémunérations, et enfin ces mêmes autorités refusent de mettre en application un projet d'harmonisation des rémunérations qu'ils ont pourtant promis depuis 2007. D'où un sentiment de révolte qui a poussé ces organisations à adresser une correspondance au deuxième vice-président burundais pour exiger du gouvernement des discussions sur tous ces sujets qui fâchent. Célestin Nsavyimana de la Cosybu (Confédération des syndicats du Burundi) : « Nous donnons un délai de huit jours, donc cette semaine, pour que le gouvernement mette en place un cadre de dialogue pour débattre de ces trois questions urgentes ». Dans le cas contraire le collectif contre la vie chère au Burundi menace de recourir à des manifestations de rue ou à une grève générale : « Nous sommes déterminés à agir conformément à la loi pour obliger le gouvernement à négocier au préalable la suspension de cette hausse de prix d'eau et d'électricité ». Selon les services de communication du deuxième vice-présidence du Burundi, cette correspondance n'est arrivée à destination qu'hier. « Nous allons après l'analyse de ce document », assurent-ils.